qu'ils se réservaient à eux et à leurs fermiers une quote-part,— ont entendu se réserver ce que l'acte ne mentionne pas comme étant aliéné, par exemple, le droit aux mines, aux carrières, à l'exploitation de la rivière qui traverse la commune, à la jouissance de la partie de la commune non utilisée pour les fins spécifiées dans l'acte de 1694.

Demolombe nous démontre que l'énumération de l'art. 543 du C. Nap. n'est pas limitative, et qu'à part la propriété entière et le simple droit de jouissance, quelque autre chose peut être cédé. Il dit en substance (1) que les particuliers peuvent faire à leur droit de propriété tous les démembrements qui leur conviennent et, suivant l'expression de Boutaric (2), faire de leur propriété tous les cisaillements possibles, pourvu que ce ne soit pas contraire à l'ordre public. [Citation.]

Rien ne s'opposait donc à ce que la commune de Lapprairie fût créée par la cession d'une portion seulement de la propriété, savoir le droit de faire pacager et de prendre du bois. Et, pour assurer la permanence de la commune, défense a été faite aux cessionnaires d'aliéner. Cette défense d'aliéner est, pour moi, un motif additionnel qui indique l'intention des seigneurs de ne pas se départir de leur droit de propriété. Personne n'est présumé renoncer à sa propriété.

Comment supposer que les seigneurs aient aliéné en entier, quand ils déclarent limiter leur aliénation aux deux droits que je viens de mentionner et pour des fins de commune. S'ils n'avaient voulu se réserver tous les autres droits de propriété, qui les empêchait de faire une cession complète? Ils ont pu et ils ont dû apercevoir quelques avan-

---

(1) Vol. 9, no 513.

(2) No 514.